



Identification : PAC/FEB 46729/2025-C-00039

Émetteur : DG/CEAMAR/SMA/BALE  
Repère support : MD

## PROJET D'ACCORD-CADRE

### TRAVAUX D'INSTALLATION DE BORNES DE RECHARGE

#### LOT n°2 : Electricité

Indice	Date	Rédacteur	Approbateur	Approbateur Technique
0	05/2025	M. DERUELLE	J-B DOGNIN	E. CAILLAT- DELOLME



**COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CENTRE DE MARCOULE  
30207 BAGNOLS-SUR-CEZE CEDEX**

ACCORD-CADRE N°: 4001XXXXXX / XXXXX

OBJET : Travaux d'installation de bornes de recharge - Lot n°2 : Electricité

Entre,

**LE COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel, dont le Siège est situé au Bâtiment Le Ponant D – 25 rue Leblanc à Paris 15ème, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par M. Michel BEDOUCHA, agissant en qualité de Directeur de Centre,

Ci-après dénommé "CEA",

D'une part,

Et,

 **A compléter par le  
soumissionnaire**

**En cas de candidature individuelle**

..... (**Nom de la société**), Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Ci-après dénommée "Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

**Le Groupement Momentané d'Entreprise** ..... (**Solidaire ou Conjoint**), composé comme suit :

..... (**Nom de la société**), **1er cotraitant, Mandataire Solidaire du Groupement**, Société.....  
(**Forme de la société : SAS, SA...**), au capital de ..... €, domiciliée au .....,  
inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS  
....., représentée par ....., agissant en qualité de .....

Et,

..... (**Nom de la société**), **2ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par  
....., agissant en qualité de .....

Et,

..... (**Nom de la société**), **3ème cotraitant**, Société..... (**Forme de la société : SAS, SA...**),  
au capital de ..... €, domiciliée au ....., inscrite au Registre du Commerce et des  
Sociétés de ..... sous le numéro RCS ....., représentée par  
....., agissant en qualité de .....

ET,

..... (**Le soumissionnaire peut ajouter d'autres cotraitants en mentionnant les mêmes informations que celles demandées supra.**)

Ci-après dénommée "le Titulaire",

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement par les "Parties".

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **SOMMAIRE**

ARTICLE 1	Objet .....	6
ARTICLE 2	Documents contractuels .....	6
ARTICLE 3	Nature et étendue de l'accord-cadre .....	6
3.1	Prestations sur Prix Unitaires (PU) .....	7
3.2	Commission et rétrocession .....	7
3.3	Prestations sur Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP) .....	7
ARTICLE 4	Modalités d'exécution .....	7
4.1	Modalités d'exécution des prestations sur Prix Unitaires .....	7
4.1.1	Expression du besoin .....	7
4.1.2	Offre du Titulaire .....	8
4.1.3	Ordre de service .....	8
4.2	Commission et rétrocession .....	8
4.3	Modalités d'exécution des prestations sur FDMDP .....	9
4.3.1	Expression du besoin .....	9
4.3.2	Offre du Titulaire .....	9
4.3.3	Signature de la FDMDP .....	9
ARTICLE 5	Conditions financières .....	10
5.1	Montant plafond de l'accord-cadre .....	10
5.2	Détail des prix .....	10
5.2.1	Prestations sur prix unitaires .....	10
5.2.2	Commission relative aux rétrocessions .....	10
5.2.3	Prestations sur FDMDP .....	10
5.3	Révision des prix .....	11
ARTICLE 6	Paiement du prix .....	12
6.1	Encaissement pour le compte du CEA .....	13
6.2	Termes de paiement .....	13
6.2.1	Prestations sur Prix Unitaires .....	13
6.2.2	Commission relative aux rétrocessions .....	13
6.2.3	Prestations sur FDMDP .....	13
6.3	Modalités de facturation .....	13
6.4	Régime fiscal .....	15
ARTICLE 7	Durée et délai .....	15
7.1	Durée de validité de l'accord-cadre .....	15
7.2	Durée d'exécution applicables aux prestations sur PU et FDMDP .....	15
7.3	Délais spécifiques .....	16
7.3.1	Délais relatifs aux prestations sur PU ou FDMDP .....	16
7.3.2	Délais relatifs aux prestations attendues .....	16
7.3.3	Garantie des points de charge et de la supervision .....	16
ARTICLE 8	Pénalités .....	16

8.1	Pénalités de délais .....	16
8.2	Pénalités pour non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité – sureté nucléaire – radioprotection - environnement .....	16
8.3	Contrôle des exigences sociales environnementales .....	17
8.4	Pénalités pour non publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé .....	17
ARTICLE 9	Conditions particulières d'exécution .....	17
9.1	Publication par le Titulaire de son BEGES et du plan de transition associé .....	17
9.2	Arrêts de chantier .....	17
9.2.1	Généralités .....	17
9.2.2	Arrêts programmés .....	17
9.2.3	Arrêts inopinés du fait du CEA .....	18
9.2.4	Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire .....	18
9.2.5	Reprise des travaux .....	18
9.3	Interlocuteurs .....	18
9.4	Respect par le Titulaire de l'accord-cadre de la réglementation fiscale et sociale .....	18
9.5	Traitement des données à caractère personnel .....	19
9.5.1	Confidentialité et Sécurisation des données .....	19
9.5.2	Données personnelles .....	19
ARTICLE 10	Gestion des modifications .....	20
10.1	Ajout de prestations unitaires forfaitaires .....	20
10.2	Évolution des prestations par FDMDP .....	20
ARTICLE 11	Sous-traitance .....	20
ARTICLE 12	Garantie de parfait achèvement .....	21
ARTICLE 13	Compétence juridictionnelle .....	21
ANNEXE 1	Clauses génériques .....	22
ANNEXE 2	Clauses de protection des informations .....	24
ANNEXE 3	Bordereau de Prix Unitaires .....	26

## ARTICLE 1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire réalise les **travaux d'installation de bornes de recharge, Lot 2 : Electricité**, sur le site de Marcoule.


Les prestations du présent accord-cadre sont assurées pour le compte de la Direction Générale (DG), Centre de Marcoule (CEAMAR), Service Technique et Logistique (STL), Groupe Travaux, Projets et Patrimoines (GTPP).

Les travaux d'installation des bornes de recharge sont scindés en 2 lots contractuels :

- **Lot 1** : VRD
- **Lot 2** : Electricité (le présent marché)

## ARTICLE 2 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre, ses annexes et ses éventuels avenants, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le Code de Sécurité de Marcoule\*,
- Le Cahier des Charges référencé SP-STL-2025-176884 du 26/05/2025 et les standards d'installation IRVE référencé SP-STL-2024-176154 du 11/04/2025 ses annexes, ainsi que les documents associés,
- Le Règlement applicable aux Entreprises Extérieures intervenant sur le site de Marcoule référencé CSAE PR 105 à l'indice en vigueur\*,
- Les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA dans leur édition du 1er janvier 2022,  **A compléter par le soumissionnaire**
- Le Cahier des Clauses Sociales Particulières de janvier 2021,
- L'offre du Titulaire réf. .... du ....., à titre supplétif.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

\*Documents consultables sur le site <https://www.cea.fr/Marcoule/Pages/EE.aspx>

## ARTICLE 3 NATURE ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un marché de travaux au sens de l'article L.1111-2 du Code de la commande publique.

Son étendue est précisée dans le Cahier des Charges et ses annexes qui sont applicables sans restriction ni exclusion.

Les prestations, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation, conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Le Titulaire, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des exigences et fonctionnalités exprimées par le CEA dans le cahier des charges.

Ces prestations issues du cahier des charges, mentionné à l'ARTICLE 2 supra, comprennent :

### **3.1 PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES (PU)**

Les prestations sur prix unitaires (PU) concernent l'études et l'installations de bornes de recharge pour véhicules électriques.

Les prestations sur prix unitaires (PU) listées à l'annexe 4 infra, comprennent notamment :

- Les études d'exécution ;
- Les approvisionnements ;
- Les travaux ;
- Les essais des points de charge ;
- Les mises en services des points de charge ;
- La configuration des points de charge ;
- La garantie constructeur de 2 ans des bornes de recharge ;
- La maintenance préventive d'une borne (pour une année, selon plan de maintenance - pièces et main d'œuvre) ;
- La maintenance corrective d'une borne (main d'œuvre uniquement - pièces sur devis) pour une durée unitaire définie.

**Les prestations sur prix unitaires devront intégrer l'ensemble des prestations annexes nécessaires à la bonne exécution de celles-ci (gestion, suivi, chargé d'affaires, ingénieur, matériels et véhicules de transport, etc.).**

### **3.2 COMMISSION ET RETROCESSION**

Le Titulaire assure pour le compte du CEA la surveillance du fonctionnement des infrastructures de recharge (supervision et pilotage) et les opérations de maintenance à distance ainsi que la collecte des recettes auprès des utilisateurs finaux.

### **3.3 PRESTATIONS SUR FICHE DE MODIFICATION SUR DEVIS PREALABLE (FDMDP)**

Les prestations sur FDMDP concernent la réalisation de prestations modificatives directement liées à l'objet du marché ainsi que les l'achat de pièces de rechanges dans le cadre de la maintenance corrective.

## **ARTICLE 4 MODALITES D'EXECUTION**

### **4.1 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR PRIX UNITAIRES**

Cet article concerne les prestations sur Prix Unitaires visées à l'article 3.1 supra.

L'exécution des prestations de l'accord-cadre est soumise à l'émission d'ordres de service par le CEA selon les modalités suivantes :

#### **4.1.1 Expression du besoin**

Le CEA exprime ses besoins (données d'entrée) au travers d'une Fiche d'Expression du Besoin (FEB) qu'il transmet au Titulaire par courrier ou courriel selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

#### 4.1.2 Offre du Titulaire

Le Titulaire s'engage à répondre aux FEB du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande ou d'urgence spécifique. Il sera, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adressera, en retour, un devis forfaitaire basé sur les prix unitaires visés à l'article 5.2.1 infra et comprenant à minima :

- Le récapitulatif des prix unitaires nécessaires à la réalisation du besoin exprimé par le CEA dans la FEB et les quantitatifs associés ;
- La localisation des prestations ;
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA,
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

Ce devis peut faire l'objet d'une négociation entre les parties (prestations sur prix unitaires identifiés, quantitatifs retenus, délais et termes de paiements).

#### 4.1.3 Ordre de service

Si le devis est accepté par le CEA, un ordre de service (OS) signé par une personne dûment habilitée à engager le CEA sera émis.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu l'OS correspondant, acceptant le devis présenté.

Le Titulaire accuse réception de l'OS dans les 2 jours ouvrés suivant leur réception selon les modalités (courrier ou courriel) qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Après avoir accusé réception de l'OS, le Titulaire bénéficie d'un délai de prévenance de 10 jours ouvrés pour se mobiliser, faire valider son dossier d'études et commencer son intervention.

Les prestations sur ordre de service ne peuvent être notifiées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre visée à l'article 7.1

La réception des prestations sur ordre de service est formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.

### **4.2 COMMISSION ET RETROCESSION**

Le Titulaire assure la surveillance du fonctionnement des infrastructures de recharge et les opérations de maintenance à distance via une plateforme de supervision accessible en ligne à 3 utilisateurs du CEA minimum identifiés lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Ces prestations sont rémunérées sur la base d'un taux de commission, défini à l'article 5.2.2 infra, appliqué sur la collecte des recettes auprès des utilisateurs finaux (hors mécanismes de pénalisation par surfacturations prévus au §6.3.5 du cahier des charges visé à l'article 2 supra).

Le CEA délègue au Titulaire la collecte des recettes auprès des utilisateurs finaux (gratuit pour les véhicules de service avec badge). Les tarifs du service de charge est fixé à **0,17€/KWh pour l'année 2025** et seront révisés annuellement par le CEA.

Les sessions de charge inférieures à 2 minutes et/ou 0,5 kWh sont considérées échouées et ne sont pas facturées.



Le prix des recharges est plafonné à 50 € TTC afin d'éviter les éventuels problèmes de surfacturation en cas d'échanges de données erronés entre borne et serveur.

Plusieurs modalités de paiement peuvent être proposées. Quelle que soit la source de la recette, le montant est payé sur un compte de collecte unique.

Le Titulaire envoie trimestriellement au CEA un état nominatif récapitulant les recettes collectées et les montants de TVA et procède au reversement conformément aux modalités précisées à l'article 6.1 infra.

### **4.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS SUR FDMDP**

Pour les prestations visées à l'article 3.3 supra les prestations seront engagées comme suit :

#### **4.3.1 Expression du besoin**

Le CEA formalise son besoin qu'il transmet au Titulaire par courrier ou par courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Le Titulaire accuse réception de la demande du CEA dans les 2 jours ouvrés suivant sa réception.

#### **4.3.2 Offre du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception. Ce délai peut être ponctuellement adapté par le CEA en cas de complexité de la demande. Il est, dans ce cas, signifié par écrit au Titulaire.

Le Titulaire adresse, en retour, une Fiche de modification sur devis préalable (FDMDP), conforme au modèle CEA qui est défini à la réunion d'enclenchement, basée sur les prix adaptés à la nature de la prestation en application des dispositions de l'article 5.2.3 infra. Cette FDMDP peut faire l'objet d'une négociation entre les Parties.

La FDMDP précise a minima :

- L'objet, la nature et la localisation des prestations,
- Les résultats et livrables attendus,
- Les impacts éventuels sur les prestations de l'accord-cadre,
- Le délai d'exécution des prestations et ses éventuels jalons,
- Le nombre de jours d'intervention par qualification sur la base des taux tels que définis à l'article 5.2.3 infra,
- Le montant total HT détaillé par postes,
- Les termes de paiement et les conditions de leur déclenchement. A défaut de précision, la facturation est opérée en totalité, après acceptation sans réserve des prestations et livrables formalisée par un procès-verbal de réception des prestations signé par le CEA.
- Toute information nécessaire à la bonne réalisation des prestations attendues.

#### **4.3.3 Signature de la FDMDP**

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA et, sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le plafond mentionné à l'article 5.2.3 infra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui sont définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

Les prestations sur FMDP ne peuvent être notifiées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre visée à l'article 7.1.

## ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES

### 5.1 MONTANT PLAFOND DE L'ACCORD-CADRE

L'ensemble des prestations est réalisé dans la limite d'un montant plafond de :

**1 600 000,00 € HT**

Un million trois cent mille euros hors taxes.

L'accord-cadre est échu dès lors que ce montant est atteint.

### 5.2 DETAIL DES PRIX

#### 5.2.1 Prestations sur prix unitaires

Les prestations sur prix unitaires sont réalisées sur la base des prix unitaires forfaitaires et révisables visés en annexe 4 du présent accord-cadre.

#### 5.2.2 Commission relative aux rétrocessions

Le taux de commission appliqué sur les recettes collectées trimestriellement auprès des utilisateurs finaux (hors mécanismes de pénalisation par surfacturations prévus au §6.3.5 du cahier des charges visé à l'article 2 supra) est fixé à :

<b>Taux de commission applicable</b>	..... %
--------------------------------------	---------

Nota : La rémunération du Titulaire obtenue par application du taux de commission sur les recettes collectées n'est pas soumise aux conditions de la révision des prix définies à l'article 5.3 infra.

#### 5.2.3 Prestations sur FMDP

Les prestations sur FMDP visées à l'article 3.3 supra sont réalisées à prix forfaitaires et révisables basés :

- Pour la main d'œuvre, sur les taux suivants adaptés à la nature de la prestation :

 **A compléter par le soumissionnaire**

Profils et Qualifications		Taux horaires	Taux journaliers*
P1		..... € HT	..... € HT
P2		..... € HT	..... € HT
P3		..... € HT	..... € HT
P4		..... € HT	..... € HT
P5		..... € HT	..... € HT
	<i>Le soumissionnaire peut ajouter des lignes</i>	..... € HT	..... € HT

(\*) : Base 7,8h/j

- Pour les fournitures, matériels, services et/ou sous-traitance, soit, le cas échéant, sur les prix issus des postes de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), soit sur les prix d'achat du Titulaire augmentés du coefficient de peines et soins défini infra et désactualisés aux conditions économiques de l'accord-cadre. Étant entendu que, sur demande du CEA, le Titulaire aura l'obligation de présenter les justificatifs comptables adéquats et qu'il sera en

mesure de démontrer qu'il fait ses meilleurs efforts dans la négociation de ses prix d'achat auprès de ses fournisseurs.

Coefficient de peines et soins	..... %
--------------------------------	---------

Ces prestations sont réalisées dans la limite d'un montant plafond de :

 **A compléter par le soumissionnaire**

..... € HT

*(Il sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre)*

Soit, en toutes lettres : .....

Les Parties conviennent que ce montant plafond ne peut en aucun cas être dépassé sans réalisation préalable d'un avenant signé des Parties.

Ce montant plafond ne constitue en aucune façon un engagement de dépense du CEA vis-à-vis du Titulaire. A ce titre, si aucune prestation sur FDMDP n'est commandée par le CEA ou si le plafond n'est pas atteint, le Titulaire ne peut se prévaloir d'une demande en réparation ou indemnité auprès du CEA.

### 5.3 REVISION DES PRIX

Les prix visés aux articles 5.2.1 et 5.2.3 supra sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (..... 20.....), ce mois est appelé « mois zéro »

 **A compléter par le soumissionnaire**

Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisibles annuellement à compter de la **date anniversaire de l'enclenchement de l'accord-cadre** selon les modalités définies ci-dessous :

Le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule le calcul de la révision de prix pour l'année à venir, basé sur les formules définies ci-après :

**Formule de révision des prix concernant les études (A), la mise à jour du programme automate (B2.3), la configuration des systèmes de gestion embarquée (PU n°B11.1), les essais et mise en service (C), la réception des travaux et remise du DOE (D), la supervision (E hors PU n°E3) et la maintenance corrective (PU n°F2.1 et F2.2) :**

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left( 0,05 + 0,95 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P<sub>0</sub> = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICHTrev-TS <sub>0</sub>	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Industries mécaniques et électriques n°001565183	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
ICHTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

**Formule de révision des prix concernant les travaux d'installation (hors PU n°B2.3 et PU n°B11.1), le PU n°E3 et le PU n°F1 :**

$$P = P_0 \times \text{Coefficient de révision}$$

Avec :

$$\text{Coefficient de révision} = \left( 0,05 + 0,45 \times \frac{ICHTrev - TS}{ICHTrev - TS_0} + 0,50 \times \frac{IPPI}{IPPI_0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé,

P<sub>0</sub> = Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre,

Et :

Nom de l'indice	Intitulé de l'indice et n° d'identifiant	Dates	Source
ICHTrev-TS <sub>0</sub>	Indice du Coût Horaire du Travail révisé – Tous salariés pour : - Industries mécaniques et électriques n°001565183	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
ICHTrev-TS		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE
IPPI <sub>0</sub>	Indice de Prix d'importation de Produits Industriels pour : - Equipements électriques, électroniques, informatiques, machines (A17 C3) n°010535835	Mois de XXXX 20XX (mois 0)	INSEE
IPPI		Dernière valeur publiée au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre	INSEE

Le coefficient de révision des prix ainsi obtenu sera arrondi au millième inférieur.

Dans le cas où le coefficient de révision calculé est supérieur à 1,100, les Parties peuvent convenir de se rencontrer pour déterminer une périodicité d'application de la formule temporairement plus adaptée au contexte économique. Ces nouvelles modalités seront formalisées par courrier contresigné des Parties.

Les prix révisés ne pourront être applicables qu'après accord écrit du Service des Marchés et Achats du CEA/Marcoule sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de cette dernière.

Le CEA se réserve la possibilité d'appliquer la révision de prix sans demande préalable du Titulaire.

## ARTICLE 6 PAIEMENT DU PRIX

Le prix comprend les appointements, salaires, frais de déplacement et de séjour du personnel, les charges sociales, le bénéfice, les aléas liés au déroulement de la prestation, et plus généralement, toutes sujétions nécessaires à la réalisation des prestations de l'accord-cadre.

## 6.1 ENCAISSEMENT POUR LE COMPTE DU CEA

Le Titulaire étant amené à encaisser, auprès des différents bénéficiaires, la vente des recharges, le CEA donne mandat au Titulaire, qui accepte d'encaisser en son nom et pour son compte les sommes facturées et perçues au titre de cette vente.

Les recettes encaissées devront être clairement identifiées dans un livre de compte ou un compte spécifique ouvert au nom du CEA. Le CEA se réserve le droit de demander régulièrement la présentation de ce livre de compte ou des extraits de compte, en particulier à la demande, en fin d'année, des Commissaires aux Comptes.

Du point de vue comptable et fiscal, aucune somme encaissée pour le compte du CEA ne viendra en diminution du montant de la prestation facturée par le Titulaire sur les factures émises par celui-ci.

Le Titulaire devra communiquer trimestriellement, en début de trimestre N+1, au CEA un état nominatif récapitulant les recettes collectées, les montants de TVA et les commissions applicables, afin que le CEA établisse un appel de fonds qui sera communiqué au Titulaire pour effectuer le reversement. La référence de cet appel de fonds sera indiquée par le Titulaire pour le virement.

## 6.2 TERMES DE PAIEMENT

Les prestations sont facturées sur procès-verbal signé sans réserve par le CEA.

### 6.2.1 Prestations sur Prix Unitaires

Le Titulaire présente ses factures conformément à l'échéancier suivant :

- Sous réserve de dispositions particulières prévues dans l'OS considéré, les prestations réalisées sont facturées intégralement après acceptation sans réserve par le CEA des prestations et livrables, objet de la FEB.

### 6.2.2 Commission relative aux rétrocessions

Le Titulaire envoie trimestriellement au CEA un état nominatif récapitulant le calcul du montant global de la commission due au titre du trimestre concerné.

Après acceptation par le CEA, le Titulaire déposera sa facture sur Chorus Pro conformément aux conditions de facturation prévues à l'article 6.3 infra.

### 6.2.3 Prestations sur FDMDP

Chaque FDMDP fixe les conditions de paiement des prestations auxquelles elle se rapporte.

## 6.3 MODALITES DE FACTURATION

### Fournisseur français

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre),

- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

#### Fournisseur étranger :

Conformément aux articles L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par **l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique** et devra être déposée sur le portail Chorus PRO avec les informations suivantes :

- Le numéro SIRET du CEA : **775 685 019 00587**,
- Le code service : **VRH-C ou FMD-C** (sera précisé par le CEA lors de la finalisation de l'accord-cadre),
- Le numéro d'engagement ou le numéro de l'accord-cadre composé de 10 chiffres, indiqué en page 1 du présent accord-cadre.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au dépôt de vos factures sur le portail Chorus, vous pouvez contacter : [contact\\_demat@cea.fr](mailto:contact_demat@cea.fr)

Le cas échéant, chaque facture papier doit être adressée en un (1) seul exemplaire à l'adresse ci-dessous :

CEA  
Centre de SACLAY  
Service S3C – Comptabilité FOURNISSEURS  
Bâtiment 530 - Point courrier 75  
91191 GIF SUR YVETTE CEDEX

Toute facture non conforme aux termes de l'accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations conformément aux conditions de l'accord-cadre.

Les pièces justificatives (PV) attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

En cas de Groupement momentanée d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Pour toute question relative au paiement des factures, le Titulaire peut s'adresser au service relance :

- Soit adresser un mail à l'adresse suivante : [relances@cea.fr](mailto:relances@cea.fr)
- Soit appeler au 01 69 08 47 50

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de l'accord-cadre ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

Plus d'informations sur le traitement de vos factures sur :

<https://www.cea.fr/entreprises/Pages/fournisseurs/factures-electroniques.aspx>

## **6.4 REGIME FISCAL**

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. S'agissant de livraison de biens, la TVA est exigible au plus tard au moment du transfert de propriété. En cas de versement préalable d'un acompte portant sur des livraisons de biens, la TVA devient exigible au moment de son encaissement, à concurrence du montant encaissé, à condition que les biens soient désignés avec précision. S'agissant de prestations de service, chaque terme de paiement est assorti de la TVA. Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 7 DUREE ET DELAI**

### **7.1 DUREE DE VALIDITE DE L'ACCORD-CADRE**

Les prestations de l'accord-cadre (sur prix unitaires ou FDMDP) peuvent être commandées à compter de **T0** (date de la réunion d'enclenchement) et pendant une durée de **48 mois**.

L'accord-cadre est échu dès lors que le montant plafond visé à l'article 5.1 supra est atteint ou à la fin de la durée visée supra.

### **7.2 DUREE D'EXECUTION APPLICABLES AUX PRESTATIONS SUR PU ET FDMDP**

Les prestations sur PU ou FDMDP ne peuvent être commandées que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La durée d'exécution des prestations ainsi contractualisées ne pourra excéder 6 mois au-delà de la durée visée à l'article 7.1 supra.

Les prestations non achevées à cette date seront poursuivies aux conditions contractualisées jusqu'à l'exécution complète des obligations en découlant.

## 7.3 DELAIS SPECIFIQUES

### 7.3.1 Délais relatifs aux prestations sur PU ou FDMDP

Chaque Ordres de service / FDMDP fixe les conditions spécifiques de délais de réalisation des prestations auxquelles il se rapporte.

### 7.3.2 Délais relatifs aux prestations attendues

Libellé	Délais à respecter
Remise par email d'un devis	5 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de devis du CEA (§5.4 du cahier des charges)
Démarrage des prestations	10 jours ouvrés à compter de la réception de l'OS (§5.4 du cahier des charges)
Envoi de la demande de coupure électrique	6 semaines avant le début de la phase travaux (§5.5.1 du cahier des charges)
Délai d'approvisionnement des bornes de recharge	Ce délai ne doit pas dépasser 2 semaines (§5.3 du cahier des charges)

### 7.3.3 Garantie des points de charge et de la supervision

La garantie constructeur d'une durée de 2 ans, prend effet à l'émission du PV de réception faisant suite aux essais, à la mise en fonctionnement et à la remise du DOE de la borne correspondante.

## ARTICLE 8 PENALITES

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

### 8.1 PENALITES DE DELAIS

L'article 24 des Conditions Générales d'Achat du CEA est modifié comme suit :

La somme des pénalités ne peut dépasser 10% du montant des OS/FDMDP contractualisés.

Les pénalités appliquées ne sont pas restituables, ni libératoires. Elles sont applicables immédiatement, sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable et sans préjudice de plus amples dommages et intérêts.

- Le non-respect, par le Titulaire, des délais contractuels définis dans chaque OS ou FDMDP, ainsi que des délais définis à l'article 7.3, entrainera l'application de pénalités de retard.
- Ces pénalités sont fixées à 2/1000ème du montant de l'OS ou de la FDMDP considérée, par jour calendaire de retard.

Les autres alinéas de l'article 24 des Conditions Générales d'Achat restent inchangés

### 8.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES EN MATIERE DE SECURITE – SURETE NUCLEAIRE – RADIOPROTECTION - ENVIRONNEMENT

Le non-respect des prescriptions applicables en matière de sécurité – sûreté nucléaire – radioprotection – environnement par le Titulaire ou l'un de ses sous-traitants, quel que soit son rang, telles que prévues



au chapitre 6 des CGA du CEA et, par dérogations aux dispositions prévues à l'article 17.3 des mêmes CGA, entraînera l'application d'une pénalité de 2 000 € (deux mille euros) par écart.

### **8.3 CONTROLE DES EXIGENCES SOCIALES ENVIRONNEMENTALES**

Le Titulaire s'engage à intégrer les enjeux environnementaux dans les prestations de l'accord-cadre qui lui sont confiées. Il s'engage à porter une attention particulière à la préservation de l'environnement, notamment par l'économie des ressources et d'énergies, la maîtrise des risques et des impacts sanitaires et environnementaux en particulier sur la biodiversité, la limitation des émissions GES (gaz à effet de serre), ainsi que la réduction, le tri et la valorisation des déchets.

Le Titulaire s'engage également, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte aux prestations de l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

Le Titulaire présentera dans une note annuelle les actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation.

Non-respect du délai de remise de la note annuelle relative aux actions menées en matières sociales et environnementales en lien avec l'objet de la prestation	50 € par semaine de retard à compter de la date anniversaire du T0
--	--

### **8.4 PENALITES POUR NON PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

En cas de défaut de publication sur le site de l'ADEME des documents visés à l'article 9.1 supra dans un délai de six mois maximum à compter de la notification du marché une pénalité de 100 € HT est appliquée de plein droit par jour de retard constaté.

## **ARTICLE 9 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **9.1 PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

Le Titulaire du marché, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification du marché qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>).

Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification du marché pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

### **9.2 ARRETS DE CHANTIER**

#### **9.2.1 Généralités**

Les arrêts de chantier sont soit programmés, soit inopinés.

Dans tous les cas, ils feront l'objet d'un Procès-Verbal contradictoire avant l'arrêt, ainsi qu'à la reprise.

#### **9.2.2 Arrêts programmés**

Un arrêt pour lequel le CEA a informé le Titulaire avec un délai de prévenance d'au moins 5 jours calendaires ne saurait donner lieu à rémunération du Titulaire.

Le CEA s'engage à informer le Titulaire dans les meilleurs délais de tous les arrêts susceptibles d'affecter les prestations exécutées par le Titulaire.

### 9.2.3 Arrêts inopinés du fait du CEA

La rémunération des arrêts inopinés peut être effectuée dans les conditions cumulatives suivantes :

- Arrêt du fait du CEA,
- Supérieur à une demi-journée,
- Impossibilité pour le Titulaire de réaffecter son personnel à d'autres tâches (tâches comprises dans l'accord-cadre ou sur d'autres marchés),
- Rémunération limitée à la main d'œuvre uniquement (les parties fournitures et sous-traitance étant exclues de toutes rémunération),
- Rémunération limitée à deux jours par arrêt.

Le montant de l'indemnisation des frais de main d'œuvre est déterminé, en accord avec le CEA, sur présentation des justificatifs du Titulaire et est plafonné à la somme journalière et révisable de :

..... € HT

 **A compléter par le soumissionnaire**

Soit en toutes lettres : .....hors taxes.

Le montant de ces dépenses est facturé TTC par le Titulaire, mensuellement et à terme échu, sur état récapitulatif accepté par le CEA.

### 9.2.4 Arrêts inopinés du fait de facteurs externes au CEA et au Titulaire

Les arrêts causés par des facteurs externes au Titulaire et au CEA peuvent faire l'objet de constats d'arrêt permettant de comptabiliser uniquement l'impact délai qu'ils entraînent, et ne donnent pas lieu à rémunération.

### 9.2.5 Reprise des travaux

Quel que soit le type d'arrêt, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des travaux interrompus au plus tard dans les cinq jours calendaires après la notification par le CEA de la fin de l'indisponibilité.

## 9.3 INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution de l'accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

 **A compléter par le soumissionnaire**

	Techniques	Contractuels
<b>Pour le CEA</b>	Elisabeth CAILLAT-DELOLME, Cheffe du GTPP Tel : 04 66 79 65 09 / 06 78 76 98 85 Courriel : <a href="mailto:Elisabeth.CAILLAT-DELOLME@cea.fr">Elisabeth.CAILLAT-DELOLME@cea.fr</a>	Marylise DERUELLE, Acheteuse Tel : 04 66 39 71 66 Courriel : <a href="mailto:marylise.deruelle@cea.fr">marylise.deruelle@cea.fr</a>
<b>Pour le Titulaire</b>	Nom, prénom, fonction  Tel : Courriel :	Nom, prénom, fonction  Tel : Courriel :

## 9.4 RESPECT PAR LE TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent accord-cadre et tous les six mois à compter de sa date de signature jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (cocontractant

établi en France) ou à l'article D8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du Travail, et le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail),

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'accord-cadre, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

## **9.5 TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

### **9.5.1 Confidentialité et Sécurisation des données**

Le Titulaire transmettra au CEA son analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD) établie dans le cadre de la gestion des données personnelles des usagers des bornes.

Le prestataire devra respecter l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

De plus :

- Le Titulaire devra fournir son PAS (Plan d'Assurance Sécurité) au CEA ;
- Si le prestataire héberge son application sur un Cloud, il devra fournir un Certificat SecNumCloud ;

Le Titulaire compilera un dossier contenant les mesures mises en place afin de garantir les obligations en matière de RGPD. Ce dossier sera remis à la date de remise de l'offre. Ces pièces feront l'objet d'une étude de sécurité réalisés par les autorités compétentes du CEA.

Le Titulaire est dans l'obligation d'informer immédiatement le CEA de tout incident de sécurité sur son système d'information impliquant la disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de son système d'information.

Le CEA se garde le droit de réaliser des audits chez le prestataire.

### **9.5.2 Données personnelles**

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

## **ARTICLE 10      GESTION DES MODIFICATIONS**

### **10.1 AJOUT DE PRESTATIONS UNITAIRES FORFAITAIRES**

Lorsqu'un besoin de nouvelles prestations récurrentes apparaît en cours d'exécution du présent accord-cadre, en lien avec l'objet global de l'accord-cadre et en complément des prestations sur PU déjà prévues, les Parties peuvent convenir de la création d'un nouveau PU.

Ce nouveau prix unitaire est objectivé par comparaison avec les prix unitaires existants, soit établi sur la base du montant d'une FDMDP déjà contractualisée ayant un objet similaire.

Dans les deux hypothèses, les taux forfaitaires de l'accord-cadre servent de base à ce chiffrage.

Dans tous les cas, le CEA formalisera cette modification :

- Soit par une lettre de gestion co-signée des Parties dans la limite de 5 nouveaux prix unitaires pour la durée totale de l'accord-cadre.
- Soit par un avenant à l'accord-cadre, au-delà de cette limite.

L'ajout de nouveaux PU n'a pas d'impact sur le montant plafond prévu à l'article 5.2.3 supra.

### **10.2 ÉVOLUTION DES PRESTATIONS PAR FDMDP**

Une évolution des prestations demandée par le CEA, ou proposée par le Titulaire et acceptée par le CEA, fait l'objet d'une fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) établie par le Titulaire conformément aux dispositions définies à l'article 4.3 supra. La modification ne doit pas être imputable au Titulaire qui s'est engagé forfaitairement à exécuter l'accord-cadre et pour lequel il a une obligation de résultat ; la fiche de modification n'a donc pas vocation à rattraper une erreur de sa part que cela soit dans l'évaluation technique et/ou le chiffrage de sa prestation.

Lorsque que les conditions technico-économiques de la FDMDP sont acceptées par le CEA, la FDMDP est contractualisée selon les mécanismes suivants :

- Sous réserve que la somme cumulée des FDMDP contractualisées reste sous le montant plafond mentionné à l'article 5.2.3 supra, la FDMDP est signée par une personne dûment habilitée à engager le CEA conformément aux règles internes de délégation de signature.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de la FDMDP signée du CEA par courrier ou courrier électronique selon les modalités qui seront définies par les Parties lors de la réunion d'enclenchement de l'accord-cadre.

- Au-delà du montant plafond susmentionné ou pour les FDMDP en moins-value, la FDMDP fait l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Dans ce cas, le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la notification de l'avenant signé du CEA par courrier ou courrier électronique.

## **ARTICLE 11      SOUS-TRAITANCE**

Le Titulaire peut sous-traiter la réalisation des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sous réserve d'obtenir l'accord écrit préalable du CEA dans les conditions fixées à l'article 7 des CGA.

Pour chaque sous-traitant présenté, le Titulaire de l'accord-cadre doit joindre une demande d'acceptation de sous-traitance (formulaire en annexe du Règlement de Consultation).

**La sous-traitance des prestations visées à l'article 3.2 supra est interdite.**

Les contrats de sous-traitance établis entre le Titulaire et son sous-traitant ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des fournitures, des résultats ou des ouvrages de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 12      GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception.

Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre de l'accord-cadre.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

## **ARTICLE 13      COMPETENCE JURIDICTIONNELLE**

Le tribunal administratif territorialement compétent dont dépend le présent accord-cadre est le Tribunal Administratif de Nîmes.

\*\*\*\*\*

Fait à Marcoule,

En deux exemplaires originaux en cas de signature manuscrite et en un exemplaire électronique en cas de signature électronique,

Pour le Titulaire, le .....

Pour le CEA, le .....

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

Nom et Prénom:

Qualité :

Signature :

## **ANNEXE 1 CLAUSES GENERIQUES**

### **1) Conditions d'accès au site de Marcoule**

L'accès au site de Marcoule étant réglementé, pour chacun de ses salariés amenés à accéder sur le Centre de Marcoule, le responsable de l'Entreprise devra déposer ou envoyer à l'Accueil du Centre de Marcoule, à minima 15 jours ouvrés avant l'accès de ses salariés, un dossier de 1<sup>ère</sup> demande d'accès.

Il pourra demander, par mail, la liste des documents à fournir : [mar\\_accueil\\_cea@cea.fr](mailto:mar_accueil_cea@cea.fr)

Le dossier complet et validé par le CEA sera envoyé à l'adresse ci-dessous :

**CEA MARCOULE**  
**Accueil des Entreprises – Bât. N°419**  
**BP 17171**  
**30207 BAGNOLS SUR CEZE Cedex**

Tél. : 04.66.79.13.40

Tout dossier incomplet et non signé sera retourné.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution de la commande, les certificats et les habilitations requis pour tous les agents amenés à intervenir sur le site et à signaler toute modification intervenant en cours d'exécution de la commande. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par des salariés du Titulaire dépourvus des habilitations et certificats nécessaires.

### **2) Jours de fermeture du Centre**

Le CEA Marcoule est susceptible de fermer durant la durée d'exécution de l'accord-cadre. A titre informatif et non engageant, cela représente environ 12 jours par année civile.

### **3) Management qualité – Environnement – Santé – Sécurité**

#### **Management de la qualité (ISO 9001)**

Le Titulaire appliquera les règles de qualité relatives à la norme ISO 9001 version 2015. Il établira un Plan de Management Qualité (PMQ) relatif aux prestations, qui sera soumis au CEA pour approbation lors de la réunion d'enclenchement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du PMQ sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autres formalités juridiques ou judiciaires, ni indemnité.

## **Environnement (ISO 14001)**

Le CEA est responsable de la surveillance de l'environnement et de toute relation dans ce domaine avec les Parties prenantes extérieures au site de Marcoule. En particulier, le CEA fixe les objectifs à atteindre dans le cadre de l'application des dispositions de la norme ISO 14001.

Le Titulaire respecte les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que les engagements volontaires du centre en matière d'environnement, il applique les procédures correspondantes, de manière à réaliser le marché dans le cadre fixé à l'alinéa précédent.

## **Santé/Sécurité (ISO 45001)**

Le Titulaire est informé que le CEA a mis en place un système de management de la santé, de la sécurité, dont la sûreté nucléaire est partie prenante, conformément aux prescriptions du référentiel ISO 45001.

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du référentiel ISO 45001 dans le cadre des engagements du CEA en termes de santé et de sécurité.

## **4) Assurances**

En complément de l'article 38.2 des Conditions Générales d'Achat, le Titulaire est informé que les plafonds de garantie et franchises de la police Multirisque souscrite par le CEA pour le Centre de Marcoule sont :

	Plafond de garantie	Franchise par sinistre
<b>Domage de nature conventionnelle</b>	120 000 000 €	600 000 €
<b>Domage de nature nucléaire</b>	120 000 000 €	15 000 000 €

## **ANNEXE 2 CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### Obligation de confidentialité :

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent accord-cadre n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit accord-cadre en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties à l'accord-cadre.

### Gestion des informations du CEA :

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- L'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale.
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le Titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuit.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs de l'accord-cadre, CEA, Titulaire, cotraitant et sous-traitant.



	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.
DVDrom ou CDrom	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

#### Système d'information :

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés à l'accord-cadre.

#### Engagement de confidentialité :

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du Titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

#### Restitution des informations et supports :

A l'achèvement de l'accord-cadre, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent accord-cadre.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

## ANNEXE 3 BORDEREAU DE PRIX UNITAIRES

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
<b>A</b>	<b>Etudes</b>			
<b>A1</b>	Le recueil des données y compris visite	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A2</b>	Demande de détection amiante	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A3</b>	Réalisation et tenue de la liste des documents	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A4</b>	Note de calculs	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A5</b>	La définition des équipements	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A6</b>	L'élaboration du dossier d'exécution	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A7</b>	Vérification des réseaux existants	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A8</b>	Vérification des réserves équipées	..... € HT	ens.	Révisable
<b>A9</b>	Analyse de l'étude des protections contre la foudre	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B</b>	<b>Travaux d'installation</b>			
<b>B1</b>	<b>Appareillage de protection</b>			
<b>B1.1</b>	<b>4 pôles : 400 V + N</b>			
<b>B1.1.1</b>	Fourniture et pose Disjoncteur 4	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B1.1.2</b>	Fourniture et pose différentiel 4P	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B1.1.3</b>	Fourniture et installation Bobine MX pour DJ 4P	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B2</b>	<b>Fourniture et ajout des équipements de comptage</b>			
<b>B2.1</b>	Fourniture et installation compteur d'énergie de type DIRIS A20 + certificat d'étalonnage	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B2.2</b>	Fourniture et installation Module de communication Modbus/RTU (RS-485)	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B2.3</b>	La mise à jour du programme automate, l'analyse fonctionnelle et de l'application de la GTC pour intégrer les nouvelles mesures et reprendre les vues	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B3</b>	<b>Coffret IRVE (avec garantie constructeur 2 ans)</b>			
<b>B3.1</b>	Fourniture et pose coffret IRVE 600x800x300 équipé pour 2 points de charge : 1 enveloppe métallique IP 54 minimum, verrouillage à clé 455, 1 interrupteur sectionneur, 1 répartiteur	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B3.2</b>	Fourniture et pose coffret IRVE 1000x800x300 équipé pour plusieurs bornes : 1 enveloppe métallique IP 54 minimum, verrouillage à clé 455, 1 interrupteur sectionneur, 1 répartiteur	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B3.3</b>	Disjoncteurs tétra 20 A + différentiels 30 mA type A	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B4</b>	<b>Point de charge</b>			
<b>B4.1</b>	Fourniture et pose d'un pied support pour points de charge double	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B4.2</b>	Fourniture et pose d'un point de charge 22 Kw	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B4.3</b>	Fourniture et pose d'un point de charge 11 Kw	..... € HT	ens.	Révisable
<b>B5</b>	<b>Arrêt d'urgence</b>			
<b>B5.1</b>	Fourniture et pose d'un boîtier d'arrêt d'urgence de type LEGRAND référence 038003 ou équivalent	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B6</b>	<b>Fourniture et pose de chemins de câbles</b>			
<b>B6.1</b>	Cheminement galvanisé perforé	..... € HT	ml	Révisable
<b>B7</b>	<b>Carottage</b>			
<b>B7.1</b>	Carottage 100 mm d'une cloison	..... € HT	Unité	Révisable
<b>B8</b>	<b>Fourniture et pose de câbles (y/c compris ouverture de regards et autres sujétions)</b>			
<b>B8.1</b>	<b>Cuivre</b>			

NATURE DES PRESTATIONS		Prix en € HT	Unité	Nature du prix
B8.1.1	Fourniture et pose de câble 5G25 RO2V	..... € HT	ml	Révisable
B8.1.2	Fourniture et pose de câble 5G35 RO2V	..... € HT	ml	Révisable
B8.1.3	Fourniture et pose de câble 5G50 RO2V	..... € HT	ml	Révisable
B8.1.4	Fourniture et pose de câble 5G70 RO2V	..... € HT	ml	Révisable
B8.2	<b>Raccordement câble Cuivre</b>			
B8.2.1	Confection et raccordement d'une tête de câble 5G25 RO2V	..... € HT	Unité	Révisable
B8.2.2	Confection et raccordement d'une tête de câble 5G35 RO2V	..... € HT	Unité	Révisable
B8.2.3	Confection et raccordement d'une tête de câble 5G50 RO2V	..... € HT	Unité	Révisable
B8.2.4	Confection et raccordement d'une tête de câble 5G70 RO2V	..... € HT	Unité	Révisable
B9	<b>Fourniture et pose pour la mise à la terre et équipotentialité</b>			
B9.1	Fourniture et pose de câblette nue 50mm²	..... € HT	ml	Révisable
B10	<b>Raccordement de la terre et des équipotentialité</b>			
B10.1	Confection et raccordement d'une tête de câblette nue 50mm²	..... € HT	Unité	Révisable
B11	<b>Configuration des systèmes de gestion embarquée des postes RVE</b>			
B11.1	Configuration des systèmes de gestion embarquée (configuration et paramétrage des bornes)	..... € HT	ens.	Révisable
B12	<b>Fourniture, pose et raccordement de parafoudre</b>			
B12.1	Parafoudre type 1 et 2 - Tétra TT et TN-S 240-400 V + contact sec réf. DEHN 941315 ou équivalent	..... € HT	Unité	Révisable
C	<b>Contrôle, essais et mise en service</b>			
C1	Essais de phase 1	..... € HT	ens.	Révisable
C2	Essais de phase 2	..... € HT	ens.	Révisable
C3	Essais de phase 3	..... € HT	ens.	Révisable
C4	Mise en service électrique	..... € HT	ens.	Révisable
C5	Mise en service logiciel	..... € HT	ens.	Révisable
D	<b>Réception des travaux et remise du DOE</b>			
D1	Réception des travaux	..... € HT	ens.	Révisable
D2	Réalisation et fourniture du DOE	..... € HT	ens.	Révisable
E	<b>Supervision et maintenance</b>			
E1	Etudes et préparation du pilotage	..... € HT	ens.	Révisable
E2	Kit installation supervision et mise en service	..... € HT	pdc	Révisable
E3	Fourniture des Token pour véhicules de service	..... € HT	unité	Révisable
F	<b>Maintenance</b>			
F1	La maintenance préventive d'un point de charge (pour une année selon plan de maintenance)	..... € HT	pdc	Révisable
F2.1	La maintenance corrective d'un point de charge (main d'œuvre uniquement - pièces sur devis) pour une durée unitaire d'un an	..... € HT	pdc	Révisable
F2.2	La maintenance corrective d'un point de charge (main d'œuvre uniquement - pièces sur devis) pour une durée unitaire d'un mois	..... € HT	pdc	Révisable